

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES

Box: EF

(9-a)

S Y M P O S I U M

POLITICAL ECONOMY OF ENVIRONMENT:

PROBLEMS OF METHOD

Paris, 5 - 8 July 1971

GERARD MARTIN: Sur quelques Approches possibles de l'Environnement

"Pollution, dégradation du milieu ambiant, violation des règles les plus élémentaires de la sécurité, exploitation abusive de ressources, insuffisance des équipements collectifs ... cette jonction contemporaine de faits n'est pas le fruit capricieux du hasard. Elle constitue le résultat logique d'une série de décisions fondées sur un calcul économique où prédomine une certaine conception du rentable. L'économiste qui prend conscience de cette réalité s'aperçoit qu'il est au service d'une science tronquée dont les insuffisances, aujourd'hui éclatantes, l'invitent à un effort d'approfondissement et de remise en cause".

Ce passage d'un article récent du journal "Le Monde" (1) dû à René PASSET, montre s'il en était besoin l'ampleur d'un problème dont le grand public commence à prendre conscience.

Sans être, loin de là, un spécialiste des problèmes de l'environnement puisque l'Institut dont je fais partie (2) est spécialisé dans la politique scientifique et la prospective et que nous travaillons actuellement sur les problèmes d'indicateurs sociaux, il me semble que ce que l'on regroupe aujourd'hui sous le vocable d'environnement pose des problèmes théoriques et méthodologiques importants à la recherche en Sciences Sociales. Ce sont ces problèmes que je voudrais aborder ici.

Et d'abord, il semble qu'il faille préciser ce qu'on entend par environnement. On peut selon une première approche restreindre le champ de l'environnement aux questions relatives à la protection de la nature, aux pollutions, etc... C'est là à mon sens une conception étroite qui ne permet pas de comprendre l'ampleur des problèmes posés. A l'opposé, et c'est la conception à laquelle je me rallierai, on peut considérer l'environnement comme l'ensemble des relations homme-nature-- objets-hommes, ce qui bien entendu nous emmène beaucoup plus loin qu'un taux de pollution aquatique ou qu'un nombre de décibels émis par une motocyclette. En fait, par ce biais, est mise en évidence la question de l'équilibre de la société industrielle tant pour ce qui est de ses aspects internes que pour ce qui peut concerner ses relations avec des sociétés moins industrialisées. Ainsi, de l'étouffement dans les grandes conurbations au développement de la délinquance en passant par l'accroissement des maladies psychosomatiques, nous sommes confrontés à des problèmes d'environnement qui ne sont en fait ni plus ni moins que ceux du bonheur ou du malheur des hommes.

Cet élargissement est motivé par la volonté de ne pas rester au niveau apparent d'une situation concrète et donc d'entreprendre une réflexion plus approfondie. En effet, si l'on se rallie à cette conception on est directement

(1) Le Monde - 12 Janvier 1971

(2) Institut de Prospective et de Politique Scientifique-Directeur: Yves BAREL

amené à se poser le problème de savoir si les instruments classiques de la théorie et de l'analyse économique permettent une appréhension correcte des phénomènes, et l'élaboration d'une politique apte à les modifier, et dans la négative quelles approches alternatives pourraient être utilisées.

1. Les théories et les instruments de l'analyse économique.

L'analyse en la matière ne peut s'effectuer sans une réflexion préalable sur la rationalité économique., celle-ci permettant de comprendre quels types de théories, de planifications et de politiques peuvent en être issus.

A) Rationalité fonctionnelle et rationalité économique

On peut dire de façon générale qu'une analyse rationnelle consiste à organiser de manière cohérente des informations en fonction d'un résultat souhaité. Ce faisant, l'analyse vise à rationaliser le réel à partir d'une norme qui lui est extérieure et donc à mettre en oeuvre un certain nombre de relations à partir de critères fixés initialement.

C'est à partir de cette définition générale de la rationalité fonctionnelle qu'on peut situer la rationalité économique.

La rationalité économique bien que ne recouvrant pas totalement la rationalité fonctionnelle en procède cependant et en forme une illustration particulière.

En fait, la rationalité économique procède de façon directe de l'idéologie rationaliste du XVIII^e et XIX^e siècles dont se sont inspirées les doctrines économiques.

Elle consiste à dire que pour l'individu comme pour le système social dans son ensemble la recherche du maximum d'avantages pour le minimum de coût constitue la règle d'or du comportement. Partant de là est réalisée une situation optimale où l'ensemble des agents économiques est satisfait.

Associée au départ au modèle de concurrence pure et parfaite, cette conception a été et est encore également présente dans les modèles de planification, tant et si bien que les éléments essentiels du modèle de libre entreprise ont été transformés en concept de planification moderne, la notion économique de récompense-punition étant remplacée par les divers concepts de bénéfice-coût.

B- RATIONALITE ECONOMIQUE ET THEORIE ECONOMIQUE.

Ce qu'il importe de remarquer dès l'abord c'est que, face aux nouveaux problèmes sociaux et au changement social, la théorie économique et partant, la rationalité qui la sous-tend procèdent à une opération d'assimilation et de récupération. Ainsi la théorie et la rationalisation ne

sont aucunement remises en cause.

Cette situation peut, à notre sens, être illustrée par la théorie des externalités et les types d'intervention publique qui lui sont associés.

a/ Les déviations par rapport à l'optimum.

Partant de la définition générale de l'optimum de Pareto qui consiste à dire qu'une situation est optimale si tout déplacement par rapport à elle ne peut conduire à augmenter le bien-être de certains sans diminuer celui d'au moins un autre, le bien être dépendant du montant des quantités disponibles de biens, certains théoriciens de l'économie ont constaté que certaines situations pouvaient enrayer la réalisation d'un tel optimum :

- effets de l'activité économique non intégrés par le marché,
- caractère collectif d'un certain nombre de biens et de services conduisant à des indivisibilités.

Ces deux types de situations doivent être corrigés pour que le marché puisse continuer à fonctionner et ce sera là une mission essentielle confiée à l'Etat.

b/ Externalités et intervention de l'Etat.

"L'externalité caractérise le phénomène et son résultat par lequel un agent voit son utilité varier sous l'effet de l'action (ou de l'abstention) économique d'un autre agent, action (ou abstention) qui n'est pas prise en compte par les mécanismes du marché" (1)

Une fois reconnue phénomène fondamental dont les aspects concrets sont aujourd'hui très significatifs, les théoriciens du Welfare assignent à l'Etat une mission correctrice des déséquilibres ainsi engendrés soit par l'impôt soit par la planification.

Ainsi on fait l'hypothèse que le mécanisme du marché est bon et on dit que s'il y a "Market failure" il faut prévoir une intervention correctrice publique ; de sorte que dans un tel système il y a "autant de mécanismes de marché que

1. ... B. GREFFE "La valeur en finances publiques".

possibles et autant d'autres mécanismes que nécessaire" (1)

Nous sommes donc en présence d'une solution technique à un problème social qui ramène l'ensemble du problème à une rationalité strictement économique de l'avantage et du coût. D'ailleurs dans la théorie évoquée plus haut, le domaine d'intervention de l'Etat est délimité très strictement par un calcul du coût de l'intervention publique par rapport à d'autres types d'internatisation comme la négociation.

Ainsi, le traitement des problèmes de l'environnement tels que nous les avons définis au départ, ne serait que l'équivalent des politiques sociales pratiquées jusqu'ici, c'est-à-dire une intervention publique a posteriori qui, même si elle fait payer à l'émetteur le coût de la désutilité introduite par son rôle dans la pollution par exemple, ne se situera qu'au niveau apparent des problèmes et dans une perspective de court terme. Cette appréciation restrictive ne veut pas dire qu'il ne faille pas se munir dès maintenant des instruments dont nous disposons ; bien au contraire, car en la matière, aucun retard ne saurait être admis. Elle signifie simplement que si nous voulons aller au fond des choses, il faut à la fois étendre les perspectives temporelles, envisager l'utilisation d'instruments nouveaux, bref, se placer sous un angle moins étroit.

2. Les approches alternatives

On peut de manière très générale distinguer deux types d'approches alternatives. Tout d'abord celles qui procèdent à un renouvellement des instruments classiques ; ensuite, celles qui, encore balbutiantes, tendent à modifier radicalement la prise de vue des phénomènes sociaux.

A) Le renouvellement de l'approche économique

Deux éléments nous semblent importants en ce domaine ; ils concernent d'une part l'intégration des Indicateurs sociaux à l'analyse coût-avantages, et notamment à la R. C. B. ou au P. P. B. S. , et d'autre part, la tentative de mise au point d'une comptabilité sociale.

a) Analyse coût-avantages et indicateurs sociaux.

L'intégration des Indicateurs sociaux dans les techniques du type P. P. B. S. et R. C. B. répond à ^{un} souci très sain d'amélioration des techniques de l'action publique.

A cet égard, le phénomène le plus significatif de l'évolution de l'action publique est que l'Etat se préoccupe de rationalité dans le calcul à partir du moment où cela devient socialement nécessaire.

C'est ainsi que les techniques R. C. B. - P. P. B. S. constituent une forme de réponse aux problèmes nouveaux des sociétés contemporaines. Sans entrer dans la question de savoir si elles les résolvent effectivement on peut remarquer simplement qu'on cherche aujourd'hui à dépasser les techniques anciennes de calcul pour une perspective plus large, de manière à restaurer par leur affinement la logique interne du système.

L'analyse avantage-coût affinée par les Indicateurs sociaux constitue un exemple de ce processus. Il y a là une recherche intéressante de méthode qui néanmoins pose un certain nombre de questions quant aux problèmes de mesure, aux techniques de quantification, au choix et à la typologie des indicateurs, enfin à leur prospection, et à l'enchaînement moyens-objectifs.

- Les techniques de la quantification

- Le premier problème est celui de la mesure des variables sociales. En effet, si l'on utilise exclusivement le langage monétaire, on risque d'appauvrir le champ ouvert par l'Indicateur Social. Si d'autre part on utilise un langage physique, on se heurtera à des difficultés d'agrégation insolubles sans l'utilisation d'une échelle de valeurs exprimant le niveau des indicateurs.

✓ Si une recherche avancée, ou exploratoire était possible, il nous semble qu'il faudrait étudier les possibilités du temps comme instrument de mesure. Cela suppose : 1) la mise sur pied d'une typologie du temps qui aille bien au-delà de la traditionnelle distinction entre travail et temps libre. Tout un effort de symbolisation de la vie quotidienne est ici à tenter : temps "culturel", temps "civique et social", temps-contraintes (transports, formalités administratives, temps d'innovation, temps d'éducation, ... Il s'agit, on le voit bien, d'essayer d'utiliser le temps comme instrument de mesure du style ou de la qualité de la vie. 2) La prise en compte de différences dans la "qualité" ou l'intensité du temps. 3) La distinction essentielle, à notre avis -, entre la mesure du temps à l'échelle de l'individu et à l'échelle de la société." (1)

(1) Yves BAREL- "la modelisation sociale : pourquoi et comment"-

Les éléments présentés dans cette note sont bien entendu très généraux. J'avais seulement l'intention de évoquer quelques problèmes posés par la question actuelle de l'environnement. Pour être plus précis il faudrait développer quelques éléments de la recherche que nous sommes en train de mener en matière d'indicateurs sociaux mais ce n'est pas le lieu ici.

Ce que je voudrais dire pour terminer, c'est que l'approche que nous utilisons actuellement n'est pas exclusive des autres, approche économique et renouvellement de l'approche économique. Elle se situe dans une perspective de long terme visant à perfectionner les instruments de la connaissance sociale sans pour autant méconnaître les nécessités de la décision. En effet, il me semble -mais ce n'est encore qu'une intuition- que si un jour, la recherche sur les systèmes d'indicateurs sociaux aboutit, son utilisation pour la planification et les choix collectifs ne pourra méconnaître les instruments de l'analyse économique.

Gérard MARTIN
GRENOBLE
Juillet 1971

- En second lieu, il faut pouvoir pondérer les différents indices intervenant dans la construction d'un Indicateur Social. Or pour l'instant, la pondération des indices relève uniquement de jugements qualitatifs.

- Choix et typologie des indicateurs

Les difficultés précédentes sont aggravées lorsqu'on veut sélectionner et classer les indicateurs.

- L'appréciation de la validité d'un indicateur pour les décisions de politique économique est extrêmement difficile. De plus, le choix d'un assortiment d'indicateurs permettant un jugement sur un thème social donné n'est pas encore maîtrisé et on pourrait dire qu'à la limite, l'intervention du politique est ici nécessaire.

- La typologie des indicateurs est un problème qui n'est pas résolu non plus.

Comme le fait remarquer J. BAUDOT (1), l'intégration des Indicateurs sociaux dans un système peut être rendue nécessaire si l'on s'en sert non seulement pour mesurer les situations présentes et les objectifs poursuivis, mais également les moyens que l'on met en œuvre. La notion d'indicateur de moyen semble avoir été écartée dans les travaux américains, car un lien exclusif est établi entre les variations de l'indicateur et les variations du montant des crédits affectés à un programme public. Comme les chercheurs américains n'ignorent pas qu'un indicateur peut et doit être sensible à une mesure législative ou réglementaire ou à une simple modification des comportements, ce lien exclusif est évidemment délibéré et revient à faire des indicateurs sociaux des éléments permettant d'apprécier l'efficacité des choix budgétaires dans le cadre du P.P. B.S.. Dès lors les indicateurs de moyens sont inutiles puisque ces

moyens sont directement mesurables. On peut cependant remarquer que les américains n'abandonnent pas pour l'instant les constructions pyramidales : finalités, objectifs moyens.

Par contre, pour ce qui concerne la France l'utilisation de la dissociation indicateurs de moyens et indicateurs d'objectifs a été retenue dans les premiers travaux sur les Indicateurs.

Cette dissociation est utile pour une part, dans la mesure où il peut être intéressant d'avoir une idée synthétique et cohérente des divers moyens mis en œuvre par des centres de décision différents pour un même phénomène. Par contre elle ne résoud pas un certain nombre de problèmes ; "des moyens formellement orientés vers une fin précise ont en fait des incidences directes et indirectes sur une ou plusieurs autres fins : les moyens d'une politique sanitaire ont des effets sur la morbidité et la mortalité mais aussi sur le taux d'activité, la situation sociale des personnes âgées. En outre, les moyens eux-mêmes réagissent les uns sur les autres, sont en constante interaction et à la limite se contrarient... Par suite comment serait-il possible d'affecter les moyens aux fins, de mesure d'efficacité des moyens, d'imputer les variations des objectifs aux variations des efforts entrepris, sans posséder un système explicatif, une théorie sociale permettant d'ordonner les indicateurs de moyens et les indicateurs d'objectifs" (1).

Il serait donc bien illusoire de penser qu'un phénomène social quelconque soit par nature un moyen ou un objectif. En fait, tout phénomène est à certains moments un moyen, à d'autres un objectif et bien souvent en même temps un objectif et un moyen. De sorte que la dis-

(1) - BAUDOT. Méthodologie des études à long terme dans le domaine social - p. 55

inction moyen - objectif est fluctuante, conventionnelle et utilisée pour les commodités d'une recherche spécifique. Par contre, s'il est effectivement trop tôt pour parler d'indicateurs de moyens et d'indicateurs d'objectifs dans la mesure même où les indicateurs sociaux sont souvent des indicateurs de moyens qu'on fait passer pour des indicateurs d'objectifs, on ne peut renoncer aux concepts de moyens et d'objectifs.

- Projection des indicateurs

- Cette question est directement reliée au problème précédent. Non seulement il faut déterminer un niveau réaliste de l'Indicateur pour l'objectif à atteindre, mais encore réaliser la liaison et la cohérence

entre les politiques et les moyens dans un domaine avec les objectifs poursuivis dans d'autres domaines.

- La cohérence horizontale doit donc résoudre à la fois la liaison entre les objectifs, la liaison entre les moyens et les liaisons et relations entre objectifs et moyens.

C'est là un problème important de relations entre des variables. A ce sujet, la méthode de la corrélation n'est pas obligatoirement la meilleure, car elle n'exprime pas toujours des relations de causalité.

- Dans un autre ordre d'idées, la permanence temporelle de l'indicateur et l'abandon éventuel d'un indicateur devenu inutile sont des problèmes non encore résolus.

Telles sont à notre sens les difficultés que présente l'intégration des indicateurs sociaux dans les procédures de décision collective.

b) Comptes sociaux et comptabilité sociale

Si la comptabilité économique et notamment la comptabilité nationale présentent un certain nombre d'avantages, son utilisation dans l'étude du bien être, du développement social, et des problèmes de l'environnement, reste limitée.

- A la différence de la théorie sociale et de la planification sociale il y a ce qu'on pourrait appeler un certain isomorphisme entre comptabilité nationale et théorie économique. En effet, lorsque la comptabilité nationale est apparue, elle a pu s'appuyer sur une analyse économique relativement élaborée et utilisable partiellement pour la planification. C'est la raison pour laquelle lorsque l'analyste constate un mouvement quelconque dans un poste de la comptabilité nationale il peut, non pas de façon certaine, mais avec une bonne approximation calculer la répercussion de ce mouvement constaté sur les autres postes et en expliquer la signification au regard de la politique économique et de la théorie. A l'inverse, les progrès de la théorie économique et les changements dans la politique économique peuvent être représentés par la comptabilité nationale.

- Par contre, la comptabilité nationale est un instrument insuffisant pour la mesure du bien être et de l'état du développement social. C'est pourquoi un certain nombre d'auteurs ont estimé nécessaire de tenter procéder à l'élaboration d'une comptabilité sociale ou de concepts sociaux à partir de la comptabilité économique.

C'est le cas notamment de M. OLSON lorsqu'il déclare que "les indicateurs économiques et la comptabilité économique nationale existant actuellement fournissent un modèle exemplaire qui peut être utilisé pour orienter l'élaboration de meilleures statistiques sociales". De même Daniel BELL déclare que "nous avons besoin d'un système de comptabilité sociale qui élargisse notre concept de coûts et d'avantages et situe la comptabilité économique dans un cadre plus large".

(1)- Les deux types de comptabilité sociale.

L'élaboration d'une comptabilité sociale peut se faire de deux manières :

- soit en créant un cadre plus large recouvrant la comptabilité nationale à condition d'utiliser un instrument unique de mesure. Le cadre donnerait une estimation du développement social.
- Soit alors en élaborant des concepts sociaux qui s'ajoutent et s'articulent à la comptabilité nationale, direction dans laquelle se dirige le Central Statistical Office anglais.

(2)- Limites de la comptabilité sociale.

Si le but de la comptabilité sociale, comme celui de l'élaboration d'un système d'indicateurs sociaux est bien de mettre au point un instrument de cohérence on peut se demander si la cohérence sociale peut être assurée ou appréciée de façon aussi précise que la cohérence économique.

En effet, certaines questions déjà évoquées plus haut nous semblent devoir être signalées sur ce point. La différence de nature existe entre

système d'indicateurs sociaux et comptabilité économique repose essentiellement sur le fait que la comptabilité économique suppose une unité de mesure homogène, à propriétés additives et l'existence d'un ou des agrégats globaux alors qu'un système lui n'est pas une comptabilité. De plus, et c'est une seconde raison, le mode de symbolisation des phénomènes sociaux ne peut être le même que celui des phénomènes économiques. Il existe en effet, en matière économique, un phénomène social, objet de consensus généralisé qui est la valeur et portant les prix. La preuve en est que les conflits sur la répartition l'admettent par définition. Ainsi, la comptabilité économique possède une homogénéité qui s'inscrit directement dans la réalité sociale la plus concrète. Par contre, la symbolisation sociale elle, ne s'appuie pas sur un tel phénomène social mais reste encore une symbolisation conceptuelle de sorte qu'en ce domaine toute opération d'homogénéisation reste une opération conceptuelle et non sociale certainement partielle et limitée. Il importe donc en matière de planification sociale de respecter l'hétérogénéité fondamentale des phénomènes sociaux ce qui implique que l'approche la plus large possible, ne puisse à notre sens reposer sur les concepts et les techniques de la comptabilité économique.

B) Essais d'approches nouvelles

C'est Bertram GROSS qui, nous semble-t-il, a tenté le premier de renouveler l'approche des phénomènes liés aux interdépendances. L'exposé rapide de son apport nous permettra ensuite d'indiquer brièvement dans quelles directives l'Institut auquel j'appartiens s'oriente actuellement.

a) Le système de GROSS

Constatant l'inflation croissante de données statistiques non ordonnées,

Bertram GROSS tente de prendre des "overviews" de la société et du changement social. Il faut noter cependant que Bertram GROSS n'a pas la prétention d'élaborer une nouvelle théorie de changement social : il désire simplement mais avec ambition rendre compte dans un modèle le plus exhaustif possible de l'ensemble des phénomènes sociétaux.

L'essentiel de son analyse repose sur la mise au point d'un système comptable généralisé dont les variables fondamentales sont les variables de structure et les variables de performance.

Les variables de structure rassemblent les mesures permettant de juger la "future capacity to perform" de la société ; les variables de performance sont destinées à l'appréciation de la manière dont à un moment donné la société satisfait les besoins des individus.

Plus précisément, "l'état d'une nation à tout moment passé, présent ou futur peut être analysé en termes de deux éléments étroitement reliés et multidimensionnels : la structure du système et la performance du système. Les éléments de la structure du système se rapportent aux relations internes, les éléments de la performance à l'acquisition des facteurs et leur transformation en produits (input, output). Ces dimensions de structure et de performance fournissent un cadre conceptuel pour l'ordonnance de toute information à la fois quantitative et qualitative sur les projets nationaux et sur la mesure où ils sont réalisés ou non. La distinction (entre structure et performance) est analogue à celle qui existe sur le plan purement physique entre la matière qui a une masse et occupe de l'espace et l'énergie cinétique qui est l'action. A tout niveau, la structure et la performance sont des aspects d'une même démarche. La première peut être considérée comme consistant en processus lents et de longue durée, et la seconde de processus rapides et de courte durée".

Il n'est pas question, dans le cadre de cette note, de développer en

détail les éléments du système de GROSS. Il suffit de signaler l'intérêt de cette démarche. Comme le fait remarquer Y. BAREL (1) "B. GROSS souligne qu'on s'expose à de nombreux déboires si l'on cherche à mesurer directement les performances d'un système indépendamment de ses structures et de leur évolution : les performances sont en effet liées aux structures et à leur variation. On peut dire que l'une des raisons les plus importantes de l'échec relatif de la quantification des faits sociaux vient de l'hypothèse - souvent implicite - et de l'illusion que les faits de structure n'intervenaient pas dans la performance ou bien encore que, si intervention il y avait, elle pouvait être considérée comme invariante. Il en est résulté que l'on a négligé de mettre l'étude de la relation structure - performance au cœur de l'analyse des formes sociales de la causalité".

L'apport de B. GROSS est donc très utile à la connaissance des phénomènes sociaux, et à leur mise en relation. Il faut néanmoins remarquer - sans entrer dans une critique détaillée - que le travail de GROSS est très ambitieux. En effet, les sciences sociales n'ont pas encore la possibilité de prendre en compte l'ensemble des variables d'un système donné. De plus, la volonté d'exhaustivité exprimée dans un modèle englobant même s'il est - comme tente de le faire GROSS - accordé aux objectifs et aux désirs de la population, risque de présenter une physionomie statique de la société en éludant les problèmes graves de la pondération.

(1) - Note juin 1970. Analyse de systèmes et Méthodologie des études à long terme dans le domaine social. I. R. E. P. - Grenoble.

b) quelques jalons pour une approche nouvelle.

La direction dans laquelle nous nous orientons actuellement peut, de façon schématique, être présentée ainsi : choix d'une approche intégrative, utilisation de l'analyse de systèmes.

(1) approche sectorielle et approche intégrative

Le débat entre approche sectorielle et approche intégrative n'est pas seulement méthodologique, mais couvre un problème social. Car c'est avant tout dans la réalité sociale observable que se pose le problème des relations entre la société globale et les structures ou processus particuliers qui la constituent, le problème des relations entre la partie et le tout... La réalité sociale et ses dynamismes conditionnent le débat méthodologique et l'éclairent en précisant les liens qui existent entre l'approche d'un problème et le problème lui-même" (1).

Or, "la réalité sociale contemporaine permet d'avancer la thèse que les sociétés les plus développées aujourd'hui sont le siège d'une contradiction dont certaines se demandent si elle n'est pas capable de provoquer l'éclatement ou le blocage de ces sociétés. La contradiction exprimée de manière très ramassée et schématique consiste dans le fait que ces sociétés connaissent un double mouvement d'intégration et de désintégration, ou bien encore ne réalisent l'intégration que de façon partielle, déformée, anarchique, sous forme de discriminations plus que de coopération. L'intégration ne se fait jour que par l'affrontement de parties du corps social. Elle est imposée et subie et donc non contrôlée par la société dans son ensemble. Elle paye la stabilité d'un moment de déstabilisations ultérieures.

Ce qui caractérise les sociétés contemporaines, c'est moins l'existence de cette contradiction intégration-désintégration que son degré d'intensité et les formes nouvelles qu'elle revêt. Le fait que les mêmes forces expliquent partiellement à la fois l'intégration et la désintégration, rend la contradiction particulièrement puissante et difficile à surmonter" (1). C'est à ce niveau, nous semble-t-il, que peuvent être situés de façon nouvelle les problèmes de l'environnement tels qu'ils ont été posés au début.

Dès lors, l'approche intégrative constitue une forme de réponse au fait qu'actuellement, sur le plan de l'action comme sur celui de la compréhension, la liaison entre chaque secteur de la vie sociale et ses "environnements" n'est pas encore effective. L'approche sectorielle, elle, consiste à considérer, pour la solution de certains problèmes un système ou un sous-système social comme relativement clos et autonome. L'approche intégrative consiste à renoncer pour la solution d'autres problèmes à cette hypothèse de "cloture" pour considérer chaque ensemble sectoriel comme un élément d'un ensemble plus vaste. L'approche intégrative n'est donc pas l'approche globale bien qu'elle doive pouvoir y déboucher. C'est du point de vue méthodologique, le fait de considérer tout ensemble examiné, y compris par exemple la société d'un pays déterminé, comme un élément d'un système plus vaste.

(1) Yves BAREL: "Prospective et Analyse de systèmes". Documentation française - travaux et recherches de prospective. Avril 1971 - p. 17.

(1) Yves BAREL : op. cité p. 17

(2) Approche systémique et analyse des systèmes.

Je ne m'apesantirai pas sur les problèmes de l'analyse de systèmes si ce n'est pour dire que bien que posant des problèmes de définition (2), le recours à l'analyse de systèmes est motivé par sa propre fécondité interdisciplinaire. Certes, l'analyse systémique n'en est encore qu'à ses balbutiements, mais l'institut dont je fais partie a d'ores et déjà réalisé une application dans le domaine de la politique scientifique, et travaille actuellement sur l'intégration des indicateurs sociaux dans les modèles de changement social, étude dont le but est, en utilisant l'apport de l'analyse de systèmes, de faire le lien entre théorie sociale et indicateurs sociaux de manière à dégager les conditions d'élaboration d'un système d'indicateurs sociaux.

(2) Sur ce point, voir Y. Barel - "Prospective et Analyse de systèmes".